



◆ **Elysée / budget / Sénat** : Quelques jours après que le rapporteur pour avis de la commission des Lois du Sénat Jean-Pierre SUEUR se soit ému tant de la hausse du budget de l'Elysée que du "comportement pour le moins peu républicain" des services de l'Elysée qui ont "refusé" de le recevoir, le directeur du cabinet du chef de l'Etat Patrick STRZODA a rappelé, via une lettre au "Monde", que la Lolf fait obligation aux pouvoirs publics de se soumettre aux seules demandes des commissions des Finances, saisie au fond du PLF. "Dès lors, et de manière générale quand je suis sollicité pour un entretien, je ne reçois que les personnes respectables et/ou celles qui ne me font pas perdre mon temps", ajoute M. STRZODA, traduisant l'état de ses relations avec l'ancien co-rapporteur de la commission d'enquête sur l'affaire Benalla qui avait transmis son dossier au parquet de Paris pour "suspicion de faux témoignage", comme l'état des relations entre la présidence et le Sénat. Sur le fond, il a notamment expliqué que les prélèvements effectués par l'Elysée sur ses réserves de trésorerie, en sus des dotations qui lui sont attribuées annuellement en loi de finances, sont destinés à soutenir "un effort significatif dans le domaine des investissements afin de rattraper un retard constaté dans certains secteurs pourtant essentiels que sont notamment l'immobilier, le numérique et la sûreté". "Cet effort d'investissement sera maintenu en 2021 et 2022 tout en diminuant progressivement le prélèvement sur trésorerie et sans augmenter le montant de la dotation", complète M. STRZODA.